ADRESSE AUX FRANÇAIS

Sur le Quatorze Juillet.

Français,

La journée *du 14 juillet* est une de ces époques qui seront éternellement remarquables dans l'histoire des peuples.

Le 14 juillet consacra tous les principes de morale, de vertu, d'égalité sociale ; il reconquit sur les préjugés l'empire de la raison, et sur l'autorité les droits qu'elle avait usurpés ; il rendit à l'homme sa dignité, au citoyen ses prérogatives, au commerce ses franchises, aux campagnes leur indépendance, et à l'État une force que les abus avaient énervée, et une considération que de grandes fautes lui avaient fait perdre.

Avant cette époque, la France gémissait sous des liens que l'habitude seule rendait supportables, mais que les lumières et l'instruction devaient lui apprendre à briser.

L'État, divisé en deux classes, en nobles et roturiers, voyait les premiers obtenir toutes les faveurs,

tandis que les seconds étaient exclus de tous les emplois. Le mérite était compté pour rien, le génie condamné à l'oubli s'il n'était accompagné de la naissance : mais avec des aïeux, ou seulement avec une noblesse achetée, on parvenait à tous les honneurs ; aussi voyait-on chaque jour les destinées de l'État, l'existence et la propriété des citoyens, livrées à des mains ignorantes, et mille injustices consacrées par les actes de l'autorité.

La vénalité des charges était encore une barrière qui s'opposait à l'avancement de l'homme qui n'avait qu'une médiocre fortune, et le chemin de la gloire lui était fermé par les institutions politiques.

Le titre même de père de l'église se donnait à la naissance, rarement à la piété : aussi ne retrouvait-on plus dans le clergé ses antiques vertus. La dîme l'enrichissait du produit le plus précieux des travaux de l'agriculteur ; les évêques consumaient en profanes jouissances les fonds que la charité avait imprudemment placés dans leurs mains pour le soulagement des pauvres ; ils négligeaient leurs augustes fonctions, scandalisaient le peuple par leur luxe, et laissaient à peine l'absolu nécessaire aux curés des campagnes, ces véritables consolateurs des misères humaines.

Les campagnes subissaient le joug de la féodalité ; et les hommes, devenus la propriété des seigneurs par un véritable servage, leur payaient le tribut onéreux et humiliant du fruit de leurs sueurs : les droits de champart et de tasque leur enlevaient

une portion de leur récolte ; la banalité leur ôtait toute propriété publique ; le cens personnel pesait sur leur individu comme sur leur domaine.

Les vassaux juraient foi et hommage à leur seigneur, ne reconnaissaient que ses juges et ses officiers ; le magistrat qui représentait la commune, était forcé de porter la livrée féodale dans les marques de sa dignité.

La chasse était interdite aussi bien que la pêche; et des peines infamantes attendaient le propriétaire, s'il osait tuer le gibier qui dévastait son champ.

Le seigneur recevait l'encens à l'église, le salut dans les rues, vendait les habitans avec la terre, et le droit d'exiger d'eux les mêmes marques de servitude.

Les corvées écrasaient une grande partie des malheureux habitans des campagnes, qui réparaient, au prix de leurs sueurs, les routes qui servaient plus aux jouissances du luxe qu'aux besoins de l'agriculture.

Le Gouvernement perdait chaque jour de sa considération par des vices d'un autre ordre, et par des fautes qui décélaient la faiblesse et l'impéritie. L'abandon de la Hollande, malgré des assurances formelles et le vain appareil de la protection; l'impolitique aveu d'un déficit dans les finances ; l'inutile convocation des notables ; la scandaleuse affaire qui flétrit devant les tribunaux, aux yeux de l'Europe indignée, la majesté royale, et l'une des premières dignités de l'église ; tout concourait

à ébranler les bases du trône et à hâter l'instant de sa chute.

Français, vous demandâtes à grands cris des réformes ; et un concours étonnant de lumières, un accord de volontés plus étonnant encore, hâta l'instant de la régénération.

On détruisit les abus, on combattit les préjugés, on brisa les liens de la féodalité, on limita la fortune du clergé ; on abolit la dîme, et l'on affranchit les campagnes de toute espèce de joug oppresseur.

Les titres de noblesse furent supprimés, celui de citoyen ennobli ; et chacun, selon ses talens et ses vertus, put espérer de la considération, des emplois et des honneurs.

Des lois tolérantes permirent à chaque secte d'avoir son culte et ses prêtres, sans craindre des persécutions ou des outrages.

Tels furent les bienfaits du 14 juillet ! Jamais, peut-être, on ne vit de spectacle plus auguste que celui que présenta la France, lorsque, de tous les points de ce vaste empire, se firent entendre les mêmes vœux, les mêmes cris d'union, d'amour, de gloire et de liberté.

Le génie et la vertu dirigèrent ce grand mouvement, et, après de longs travaux et de pénibles efforts, donnèrent enfin au monde l'exemple de la régénération d'un peuple d'après les lois de la justice et de la morale ; tracèrent une route nouvelle à la politique, et substituèrent à des lois faites pour

l'intérêt d'un seul, des lois établies pour le bonheur de tous.

Alors tout semblait vous promettre les destinées les plus heureuses; mais à peine eut-on atteint le but, qu'il fut dépassé. Le ferment des passions amena des excès : en vain les mains savantes qui avaient élevé l'édifice constitutionnel, voulurent le défendre contre les attaques des partis; l'intérêt général fut oublié; des factions se formèrent dans toutes les classes; et les secousses, les déchiremens qu'elles produisirent, amenèrent enfin la ruine totale du Gouvernement et une désorganisation générale.

Dès ce moment, on oublia les principes sublimes, les salutaires institutions, qui avaient été consacrés par le 14 juillet. On avait proclamé des lois protectrices de l'ordre et de la liberté, on eut des lois révolutionnaires; on avait aboli les priviléges, on détruisit la propriété; on avait établi la liberté des cultes, on dévasta les temples, on égorgea les prêtres. Bientôt le délire fut jusqu'à la rage : on proclama la fraternité sur les échafauds, la liberté dans les prisons, l'égalité pendant que la France asservie recevait à genoux la loi de ses assassins.

On passa, de cet état affreux, à un gouvernement faible *par la nature même de sa constitution.* Jouet de tous les partis, qu'il n'avait pas la force de combattre, il ne lui restait que la dangereuse ressource de les opposer l'un à l'autre, et de se maintenir par cette lutte continuelle qui tenait lieu d'équilibre. Privé des moyens de suivre une marche régulière, il était forcé de remplacer l'impulsion de l'esprit

public par des secousses, et la confiance par des mesures violentes.

La loi sur l'emprunt forcé paralysait tout commerce, ruinait tous les propriétaires ; la loi des otages faisait trembler l'innocence ; des colonnes mobiles désolaient les campagnes ; des milliers de citoyens, victimes de la loi du 19 fructidor, gémissaient loin de leur patrie : la déportation avait peuplé la Guiane d'une foule de citoyens recommandables ; la persécution avait soulevé des départemens entiers, y avait allumé la guerre civile, et le sang français coulait sous la main des Français.

Français ! au milieu de tous ces maux, la journée du 14 juillet ne paraissait plus à vos regards que comme un point de notre histoire, séparé, par plusieurs siècles, de l'époque où vous vous trouviez, lorsque le 18 brumaire vous y reporta tout-à-coup.

Il avait fallu la volonté énergique de tout un peuple pour produire le 14 juillet : il fallut le pouvoir du génie et l'ascendant de la gloire d'un héros pour le faire revivre.

Dix ans de malheurs, d'exagération, de barbarie, de destructions, furent oubliés en un instant, et ne nous parurent plus qu'un rêve long et pénible. Le 14 juillet ne nous sembla séparé que par une nuit orageuse du 18 brumaire, qui en fut, pour ainsi dire, le lendemain.

Tous les principes qui avaient été méconnus, furent consacrés de nouveau ; et le Gouvernement, en les rappelant, appliqua tous ses soins à effacer les traces du régime destructeur auquel il succédait,

et à suivre les intentions du peuple français, lorsqu'il proclama sa liberté au 14 juillet.

Il rapporta toutes les lois désastreuses, rappela les citoyens injustement proscrits, essuya les larmes des familles, fit disparaître les ruines, effaça les traces du vandalisme, et mérita le double titre de Gouvernement consolateur et de Gouvernement réparateur.

Il rendit aux Français la liberté, l'égalité, telles qu'ils les avaient d'abord proclamées. Les peuples, affranchis de l'ancien despotisme et des lois révolutionnaires, se trouvèrent, comme au 14 juillet, libres des entraves de la féodalité et des dangers de la terreur ; l'agriculteur ne paya plus ni dîme ni emprunt forcé, ne craignit plus d'être emprisonné par son seigneur ou d'être détenu comme otage.

Le 14 juillet avait consacré la liberté entière des cultes ; le 18 brumaire rouvrit les temples, protégea toutes les sectes, et mit un terme à la persécution des prêtres.

Toutes les institutions qui peuvent intéresser la morale des peuples ont repris de la dignité.

L'industrie ranimée par des encouragemens et des récompenses, l'agriculture honorée et enrichie, les routes réparées, des canaux de navigation ouverts, des secours assurés à l'indigence et des travaux à l'oisiveté des hospices, tout annonce l'esprit d'amélioration qui guide essentiellement le Gouvernement et préside à toutes ses opérations.

Français, si de ces bienfaits intérieurs vos regards se portent sur l'action extérieure du Gouvernement,

vous le verrez réparer avec une incroyable rapidité les désastres que nous avions éprouvés. Nos armées étaient désorganisées, nos places sans approvisionnemens, nos frontières sans défense ; l'Italie et une partie de la Suisse étaient abandonnées ; l'ennemi menaçait le Var et le Rhin : lorsque, par une espèce de prodige, tout se répare en un instant ; des armées formidables se rassemblent ; une marche rapide et savante, plus étonnante qu'une victoire, frappe l'ennemi de terreur ; Marengo nous rend la Suisse et l'Italie ; quatre grandes batailles gagnées en Allemagne nous conduisent aux portes de Vienne ; l'ennemi demande la paix ; la coalition se dissout ; et les puissances se rallient à un Gouvernement qui conserve tant de modération dans la victoire.

Ainsi, depuis le 18 brumaire, la France a reconquis tous les bienfaits du 14 juillet, acquis dans l'Europe plus de considération que n'en eut jamais la monarchie, et agrandi son territoire jusqu'aux limites que lui avait assignées la nature.

Gloire au 14 juillet et au 18 brumaire !
